

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-REDICTION : 29, RUE PIAT — PARIS (20°)

(Métro : Pyrénées)

ABONNEMENTS AU « LIBERTAIRE »

FRANCE		ETRANGER	
12 Nos	21 fr.	12 Nos	30 fr.
24 Nos	41 fr.	24 Nos	55 fr.
36 Nos	61 fr. 50	36 Nos	80 fr. 50

Chèque Postal : N. FAUCIER, Paris 596.03, 29, rue Piat, Paris (20°).

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

BILAN Bonne Année !

Au terme de cette année 1935, il n'est pas inutile de faire le bilan de la situation internationale. La guerre italo-éthiopienne constitue sans doute un des éléments essentiels, mais elle ne prend toute sa signification que si on l'insère dans l'ensemble des conflits internationaux qui se sont développés au cours de ces derniers mois. Or, il résulte de cet ensemble que le monde, et singulièrement l'Europe, tourne le dos à la paix et s'engage de plus en plus dans la voie d'un règlement de comptes par les armes. Plus que jamais l'organisation internationale apparaît impuissante devant la pression des impérialismes rivaux. Plus que jamais les peuples sont dressés les uns contre les autres dans une savante et efficace exploitation du patriotisme.

La S.D.N., coulée par ses pseudo-défenseurs, est en sommeil. Le comité chargé de la mise au point des sanctions est ajourné. La sanction pétrolière n'apparaît plus menaçante. Le Gouvernement anglais, après avoir donné des gages apparents à l'opinion publique, s'apprête à saboter discrètement l'ouvrage que le Parlement lui a donné. On prête même à M. Eden, le jeune champion de la S.D.N., l'intention de se servir de M. Laval pour faire échouer toute la politique sanctionniste.

Pour ce dernier, ses récentes déclarations à la Chambre prouvent assez jusqu'à quel point il se trouve engagé dans le soutien de son cher ami Mussolini. On n'a pas pris assez garde de l'avoir, qu'il a été amené à faire au cours de cette intervention, de l'engagement qu'il avait pris de laisser l'Italie libre en Abyssinie ; ainsi l'opinion française est-elle instruite, quoique un peu tard, des décisions qu'on prend en son nom. Cette politique de combines, il nous importe peu qu'elle nous fasse perdre la face aux yeux de nos bons alliés les Anglais, mais nous devons la dénoncer comme la plus dangereuse de toutes les politiques, celle qui laisse aux circonstances le soin de régler les difficultés. Or, ces circonstances mènent à la guerre.

L'Allemagne, le tiers silencieux de M. P. Reynaud, s'en rend compte. Son chancelier fait, lui aussi, une politique de guerre, qui l'amène à désagréger l'entente franco-anglaise. Sans doute le jeu est-il difficile, car il doit tenir compte de l'adversaire italien, mais, précisément, cet adversaire se trouve engagé dans une lutte coloniale qui, pratiquement, l'éloignera pendant plusieurs années du Brenner. L'Anschluss, avec la permission de la Grande-Bretagne, est donc réalisable dans un an, dans deux ans. L'alternative devrait ainsi se poser devant les hommes d'Etat français : laisser faire l'Anschluss, sinon faire la paix. Mais la paix n'est pas possible sans concessions à l'Italie. De quelque côté qu'on se tourne, on s'aperçoit que les perspectives sont bouchées.

Nous sommes revenus aux plus sombres jours de l'avant-guerre : telle est l'évidente constatation. Les improvisations de politiciens retors ne peuvent rien contre cette maturation du conflit impérialiste. On fait grand cas dans certains milieux de la dernière grande pensée de la république : celle d'un rapprochement avec l'Allemagne. Notons que ce n'est pas la première fois que l'idée en est émise et surtout depuis que le Reich possède un gouvernement conforme aux vœux de nos fascistes. Mais c'est la première fois qu'un président du Conseil présente ce rapprochement comme la plus sûre garantie de paix. M. Gaston Martin le souligne dans l'*Oeuvre* en s'inquiétant de l'effet qu'une telle déclaration produira à Varsovie et à Bucarest. Ajoutons à Moscou qui attend toujours la ratification du pacte franco-soviétique (dont nous avons signalé ici le danger) qu'on s'efforce de minimiser pour plaire aux dirigeants allemands.

Ainsi, l'année 1936 commence dans la plus grande confusion internationale et dans la multiplication de menaces de plus en plus précises. Seule dans un monde où règne le désordre et où retentissent déjà des appels aux armes, la classe ouvrière constitue un fondement stable et une volonté unanime de paix, car elle sait qu'elle n'a à attendre de la guerre qu'une aggravation de sa misère et qu'un nouveau partage du monde ne changerait en rien son assujettissement à l'endroit de la classe ennemie. Cepen-

(Lire la suite page 2.)

Les peuples, a-t-on pu dire, ont les années qu'ils méritent. C'est-à-dire qu'ils ont les destins qu'ils se font.

Souhaitons-nous une bonne année 1936 ! Les souhaits ne sont point vains qui s'accompagnent de la ferme volonté de les voir réaliser, d'aider dans toute la mesure le ses forces à ce qu'ils soient réalisés.

La besogne sera rude, âpre, difficile. Pour y travailler, notre Union Anarchiste et notre *Libertaire* auront besoin de maints concours et de maints dévouements.

La nécessité, l'importance et les difficultés même de la lutte à mener attireront les combattifs. Et pour ceux qui préféreraient peut-être les hauteurs sereines de la Tour d'Ivoire, ils y remonteront un peu plus tard, si les circonstances le permettent.

L'année 1935 s'est achevée dans les conditions les plus inquiétantes pour la cause de la classe ouvrière et de la liberté.

1934 avait marqué un grand élan ouvrier face au péril réactionnaire. Au 12 février, et depuis, s'étaient magnifiquement démontrées la fraternité, la solidarité et la puissance prolétarienne.

Et maintenant... Tout est en péril de ce qui avait été la raison d'être du mouvement de 1934. Tout est en péril de ce qu'alors les militants ouvrier avaient voulu sauver.

Péril de guerre : On mène les masses, sous prétexte d'antifascisme et d'idéalisme généreux, à l'acceptation d'un magnifique massacre au bénéfice de la joyeuse Angleterre et du Gouvernement de M. Joseph Staline.

Ces derniers temps, nous avons eu l'avantage, si c'en est un, de voir fonctionner, au ralenti, la machine à déclencher la guerre « indivisible ».

On sait assez ce qui allait se produire quand la machine a été enclenchée. Mais ce qui est différé n'est pas perdu. Et il n'y a pas que l'Ethiopie. Il y a, en particulier, d'admirables complications en Extrême-Orient...

Péril fasciste. Et ce ne sont point les textes répressifs, d'ailleurs absurdes et dangereux pour les antifascistes, ni l'appel au magistrat qui le supprimeront. On a vu cela en Allemagne.

Mais la stupide et décevante politique du Front Populaire travaille sans cesse à aggraver ce péril. Elle le créait s'il n'existait pas.

Lorsqu'un parti fasciste réellement dangereux se précipite, il profitera tant des fautes de ces messieurs du Front Populaire que de l'immense confusion qu'ils ont introduite dans les esprits. Il se déclarera pour la paix contre les pacifistes de guerre. Il prétend défendre l'honneur et la probité contre des hommes politiques vénales et tarés. Mais il sera aussi le parti de la « conciliation nationale », du drapeau trico-

lore et de la *Marseillaise*. Il aura un « plan » de reconstruction économique et d'intérêt général adopté de celui des chefs de la C. G. T. Il promettra de « faire payer les riches », d'instaurer le « socialisme nationalisé », de liquider la crise. Et les troupes échevées du Front Populaire pourrissent bien s'y rallier et faire triompher ce fascisme-là de gré ou de force.

A moins qu'il ne se soit retrouvé un fort mouvement ouvrier, capable de faire échec à toutes les manœuvres, à toutes les intrigues, à toutes les erreurs.

Je dirai volontiers qu'à l'heure actuelle, le plus grand mal, et dont tout le reste dépend, c'est que la classe ouvrière française n'ait pas assez confiance en elle-même, en sa propre action, que la classe ouvrière ne soit pas assez « ouvrieriste ».

Etre ouvrieriste, cela ne signifie pas que pour penser juste il soit nécessaire et suffisant « d'avoir les mains calleuses ». Cela signifie qu'on a conscience du rôle primordial qu'ont à jouer les producteurs dans la lutte sociale et dont ils ne doivent pas se laisser détourner.

Etre ouvrieriste, cela ne signifie pas flagorner le prolétariat. C'est même bien souvent s'opposer à lui en luttant contre ses engouements.

Etre ouvrieriste, ce n'est point faire fi de la « culture ». Mais c'est concevoir le plus précieux héritage des siècles. Le meilleur des recherches, des pensées, des sentiments, de tout ce qui est noblement humain, ne peut prendre toute sa valeur et tout son épanouissement que dans l'affranchissement des travailleurs. Et que leur action est indispensable si l'on ne veut sombrer dans la plus tyrannique des barbaries.

Et moi non plus, je ne crois pas que l'on vive de pain seulement. Mais il en faut. Et ce serait une erreur de penser que de parler des beautés de la vie spirituelle à qui n'a pas mangé.

Etre ouvrieriste, c'est concevoir l'immense importance de l'action prolétarienne dans l'ordre économique, de l'action prolétarienne indépendante et autonome. C'est reconnaître le rôle éminent qu'elle joue dans l'éducation de la classe ouvrière, dans la lutte contre l'autorité et l'exploitation. Et je pense qu'en ce sens on ne saurait être trop ouvrieriste.

Toutes les observations que nous pouvons constater proviennent du manque de confiance des militants ouvrier en eux-mêmes et dans leur classe. Ce manque de confiance s'explique peut-être par des causes crises et chômage, qui les démoralisent, alors qu'ils devraient leur démontrer la nécessité d'une action plus poussée.

De là ces phénomènes d'intoxication par l'idéologie bourgeoise que nous constatons.

De là la facilité avec laquelle certains « bolcheviks » ont pu accepter les cabriolets prodigieux de leur parti qui, en quelques mois, a pu renier ses opinions les plus essentielles, et qui avaient fait sa popularité.

De là la passivité avec lesquelles les directives des manitous de la C. G. T. furent acceptées du jour où les communistes cessèrent de les critiquer. De là cette effroyable passivité, cette complicité, en face de manœuvres de préparation à la guerre que l'on ne veut ni comprendre, ni dénoncer, ni combattre.

De tout cela, il faut se délivrer. Contre tout cela, il faut lutter.

Il faut réveiller la classe ouvrière française, la guérir des poisons dont on l'intoxique.

Il faut rendre impossible le consentement à la guerre, et rendre impossible le consentement au fascisme.

Il faut ramener le syndicalisme à sa mission de défense du prolétariat. Il faut qu'il le reprenne.

Car le syndicalisme, ce n'est pas seulement ces messieurs les dirigeants actuels de la C. G. T., ni les fonctionnaires rétribués. C'est aussi, et surtout les travailleurs qui cotisent, qui font grève quand il le faut, qui luttent quotidiennement contre leurs employeurs. Ils ont leur mot à dire. A eux de proclamer leur volonté dans les assemblées syndicales, de la faire entendre dans les Congrès. D'exiger qu'elle soit respectée par les « chefs », bien rétribués. De refuser les postes de confiance à qui n'est pas digne de confiance.

Le syndicalisme n'est pas tout, ne suffit pas à tout. Mais, à l'heure actuelle, son rôle peut être immense. Le prochain Congrès de la C. G. T., le Congrès d'unité peut ouvrir des voies nouvelles. Souhaitons qu'il soit « ouvrieriste ». Que les intérêts, les vœux, les sentiments des producteurs y prennent le pas sur ceux de MM. les chefs syndicaux professionnels, de MM. les employés d'administration ou de MM. les « techniciens » et autres « intellectuels » qui ont peut-être exercé, ces années-ci, plus d'influence qu'il ne convenait, et une influence qui n'a pas toujours été heureuse.

Souhaitons que, pour le moins, une ferme minorité se prononce contre les pratiques détestables qui ont été suivies, contre toute complicité avec le « front populaire », contre toute subordination à des formations gouvernementales telles que la S. D. N., contre toute Union Sacrée et toute collaboration de classes. Qu'elle réclame, en un mot, le retour aux principes, aux idées, aux pratiques syndicalistes, à tout ce qui a été trahi depuis vingt ans.

... Bonne année !

EPSILON.

AU SEUIL DE 1936

Au moment d'entrer dans la nouvelle année, il n'est pas inutile de jeter un regard en arrière et de tirer les enseignements des événements importants survenus pendant l'année qui vient de s'écouler.

Ce fut tout d'abord la comédie du plébiscite sarrois qui rendait la Sarre à l'Allemagne hitlérienne. Peu après Laval et Mussolini signaient les accords de Rome, sanctionnés par les députés socialistes, qui laissaient les mains libres à Mussolini en Ethiopie et permettaient le massacre actuel qui ne semble pas près de se terminer.

La préparation à la guerre ne fut nullement négligée : prolongation du temps du service militaire à deux ans. Organisation de la défense passive (plusieurs centaines de millions votés par les députés socialistes). Par ailleurs, au cours de ces débats, Léon Blum ne manqua pas de s'affirmer pour l'Union sacrée contre « l'agression hitlérienne ». L'Allemagne répondit à ces préparatifs par le service militaire obligatoire et le réarmement massif. Riposte de Laval qui, cédant aux instances de l'U.R.S.S., menacée par Hitler et Pilsudski, file à Moscou chercher des garanties et signe le pacte franco-soviétique par lequel Staline « comprend et approuve » la politique guerrière du capitalisme français et de son état-major.

Pavé dans la mare des mospoutaires d'ici qui, un instant atterrés, se ressaisissent sans coup férir. Bouillant-Couturier embouche la trompette Hervéiste, Thorez et sa suite clament leur amour de la patrie en danger et scellent leur accord avec les radicaux, faillis des gouvernements précédents, qu'ils veulent à nouveau installer au pouvoir, selon les ordres reçus.

La politique de la main tendue doit faire place à celle du poing fermé. Pour cela, le verbalisme révolutionnaire et antimilitariste sera retranché du vocabulaire bolcheviste. La plateforme de lutte de classes est abandonnée, considérée comme inopportune.

tune. L'union sacrée dans la paix sociale et la légalité : tel est maintenant le rôle imparté au P. C. français.

Désormais Hitler peut venir. « Nous » sommes prêts !

Au secours du « LIBERTAIRE »

Nous avons exposé la semaine dernière les graves difficultés qui, présentement, viennent compromettre la vie du *LIBERTAIRE*.

Il nous coûte de répéter chaque semaine les mêmes appels, pour combler le déficit de notre journal.

Cependant, nous devons mettre nos amis au courant de cette situation difficile qu'ils doivent nous aider à surmonter.

Cette semaine, nous n'avons dû de paraître qu'en contractant une dette dont le remboursement devra être effectué avant la fin de la semaine.

PARAITRONS-NOUS LA SEMAINE PROCHAINE ? IL LE FAUT, LE « LIBERTAIRE » NOUS EST INDISPENSABLE.

Tous nos camarades comprendront la situation et s'imposeront un sacrifice supplémentaire pour que *LE LIBERTAIRE* puisse paraître vendredi prochain.

De son côté, la réaction ne reste pas inactive. Tranquillisée momentanément à l'extérieur, elle va maintenant organiser sa politique intérieure. Flandin, en désaccord sur la politique économique et financière est remplacé par Laval qui a fait ses preuves. En vue de l'application de nouveaux impôts et de restrictions sur le dos des travailleurs une manœuvre de grande envergure est mise au point. Les entraves Laval-La Roque se multiplient. Le larbin-fasciste des grands trusts donne de la gueule à Amiens, Alger, où il parle de « Sport » et de « coup de balai définitif » et en de nombreux points du pays, déplace ses Croix de feu en formations motorisées et armées, bref, organise le chantage à l'émeute.

Les députés du Front populaire — qui vient d'être constitué — s'alarment et demandent la protection du gouvernement contre les factieux. Laval promet tout ce qu'on veut en échange de quoi il se fait octroyer les pleins pouvoirs jusqu'à fin octobre pour appliquer sa politique de déflation sur les salaires. Trop heureux de décharger leur responsabilité, les députés se mettent en vacances prématurément.

Le 14 juillet, à Paris, magnifique défilé de plusieurs centaines de milliers de prolétaires réclamant le désarmement et la dissolution des ligues fascistes et exigeant... « Daladier au pouvoir », le même qui quelques mois auparavant avait imposé une première diminution de salaires.

Laval n'hésite plus. Le 16 juillet, les salaires et traitements des fonctionnaires et travailleurs des services publics sont réduits de 10 % et diverses indemnités supprimées.

Ceci n'était d'ailleurs pas une surprise pour les dirigeants des partis et syndicats ouvrier qui savaient à quoi s'en tenir depuis plusieurs mois. Après les manifestations de « force » qui s'étaient déroulées

(Lire la suite page 2.)

N. FAUCIER.

Observations et enseignements

par SEBASTIEN FAURE

(Suite et fin)

« Comment se fait-il que l'action anarchiste n'ait pas conquis sur le mouvement social une influence de plus en plus marquée, correspondante à l'accroissement graduel du nombre de ses adeptes ? »

C'est par ces lignes que se terminait mon précédent article (1). C'est à cette question que je dois répondre.

Le fait dont il s'agit est assez étrange. Il est dû à diverses causes.

Il en est trois que je tiens pour déterminantes. Je ne prétends pas qu'elles soient les seules ; mais elles me paraissent, en même temps que suffisantes, les plus sérieuses.

Il y a tout d'abord le manque de cohésion des éléments libertaires.

Dans les centres très étendus : Paris, Marseille, Lyon, etc., de quartier à quartier, les camarades s'ignorent ou ne se voient que de loin en loin. A la campagne, la distance est un obstacle aux rapprochements. Il arrive que des semaines, des mois même s'écoulent sans que les compagnons aient l'occasion de se rencontrer. Il en résulte que ceux qui ne se connaissent point ne font pas connaissance et que ceux qui se connaissent, ne se voyant que fort rarement, finissent par s'oublier.

Ce manque de relations est préjudiciable, plus qu'on ne le croit, à la force de notre mouvement : d'une part, il paralyse toute action concertée et de quelque ampleur ; d'autre part, il donne à chaque compagnon l'impression qu'il est voué à l'isolement et ce sentiment le pousse soit à se désintéresser de toute propagande, soit à rechercher l'emploi de son activité dans des groupements voisins.

Un seul remède à ce regrettable état de choses : l'établissement de relations suivies, par le moyen de correspondances assez fréquentes et de rencontres plus ou moins espacées, mais régulières.

J'aime à croire que stimulés par la nécessité de travailler ensemble et la joie de se voir périodiquement, les camarades ne tarderont pas à jeter les bases d'une liaison dont la nécessité leur paraîtra de plus en plus urgente.

A cette première cause : l'éparpillement, par l'absence de contacts réguliers, des forces anarchistes, vient trop fréquemment s'ajouter la mésestime provenant de conditions et circonstances diverses.

Ces désaccords sont dus rarement à des oppositions de doctrine, presque toujours à des divergences de tactique ou — hélas ! — à des rivalités personnelles.

Dans la plupart des cas, ces différends ont pour point de départ des motifs très secondaires auxquels une explication franche et amicale mettrait fin. A défaut de cette explication, la querelle d'idées ou de personnes s'envenime et peu à peu dressent les uns contre les autres des camarades, des tendances et des groupements qui pourraient facilement s'entendre, à la condition que, de chaque côté, on y mit du sien.

Il y a enfin, le conflit ancien déjà et qui paraît s'aggraver sans cesse, sur la position et l'action des anarchistes dans les syndicats.

C'est ce conflit qui m'apparaît comme étant le plus sérieux.

Pour ma part, je déclare nettement que la place d'un travailleur syndiqué : anarchiste ou syndicaliste révolutionnaire est à la C. G. T. S. R.

Mais n'étant pas syndicable et, par conséquent, pas syndiqué, je me borne à indiquer à quelle centrale j'adhérerais... si j'étais syndiqué ; et je n'entends pas intervenir dans le débat autrement que par l'indication strictement personnelle qui précède.

Mes préférences ne sont pas en jeu ; il est permis à chacun d'avoir les siennes et de les faire connaître et partager. J'use de cette permission ; je ne fais pas autre chose ; car j'estime qu'il appartient aux anarchistes qui sont syndiqués de débattre et de trancher la question entre eux.

Je fais part au lecteur des impressions que je rapporte de ma récente tournée et des réflexions et enseignements que j'en dégage. Or, j'ai constaté que cette question de la position et de l'action anarchistes dans le cadre syndical suscite des discussions incessantes et passionnées dans les groupements anarcho-syndicalistes, où l'on s'étonne et s'irrite de voir les compagnons dispersés et divisés.

Je considère que ce problème demande à être étudié à fond, discuté de sang-froid et sans acrimonie et qu'il réclame une solution claire et précise.

(Lire la suite page 2.)

(1) Voir le n° 476 du *Libertaire* (27 décembre 1935).

LA SITUATION POLITIQUE

LE DERNIER RATAGE DU FRONT POPULAIRE

Quand avant la rentrée des Chambres, seuls dans la presse, nous émettions des doutes sur le débarquement de Laval, certains nous reprochaient de sous-estimer les possibilités du Front populaire.

On pouvait d'ailleurs s'y tromper aisément, devant le rapport de la presse ouvrière qui se livrait à un marmitage en ré-

Il fallait débarquer Laval pour traduire le mécontentement des masses populaires odieusement frappées.

Il fallait renverser Laval complice des Lignes fascistes.

Il fallait congédier Laval accusé, avec juste raison, de faire le jeu de Mussolini.

Cette charge contre le sire d'Aubervilliers ressemblait comme deux gouttes d'eau aux campagnes contre Doumergue et ensuite Flandin.

Le débarquement de Doumergue, la chute de Flandin, avaient été présentés par avance comme une victoire nécessaire et utile pour les classes laborieuses. Résultat?

Après ces deux politiciens, le châtelain de Chatillon subit l'assaut et sa chute devait représenter on ne sait quelle magnifique victoire. Puis, après lui, un autre politicien aurait servi de cible aux parlementaires de gauche et à la presse ouvrière. Et ainsi de suite sans jamais d'autres résultats que d'amuser les braves bourgeois d'électeurs qui se laissent bernés par les jongleries parlementaires.

Le cri : A bas Laval! aurait fait place aux cris : A bas Untel! Et allez donc... La naïveté des électeurs rend la vie belle et les perspectives riantes pour la faune parlementaire. C'est vraiment la danse en rond.

LA CARENCE D'HERRIOT

Au vrai, les députés du Front populaire désireux de donner une compensation — inévitablement morale — à leurs troupes en passe de se démolir après de si significatifs échecs, auraient volontiers applaudi à la chute de l'équipe lavaliste, quitte à se dérober ensuite devant sa lourde succession.

Les parlementaires socialistes et communistes avaient des projets bien arrêtés : renverser Laval et hisser au pouvoir une équipe de radicaux avec Herriot, tel était le but poursuivi depuis la rentrée.

Mais Herriot, sentant le piège, s'est empressé de démissionner de la présidence du parti radical.

C'est que la prise du pouvoir se révèle comme peu enviable en notre période de crise générale. La caisse est vide, les impôts ne rentrent pas, le déficit s'accroît et la crise perdure. On conçoit que le pouvoir perde un peu de son attrait, surtout à la veille des élections.

La situation nécessite des mesures exceptionnelles. Après les effets désastreux de la déflation massive, la dévaluation apparaît inévitable et, dès lors, la question se pose, à savoir : quels seront les dévaluateurs? Les droites et les gauches ont dénoncé cette mesure avec une égale indignation, quoique parfaitement convaincus qu'elle ne saurait tarder à s'imposer. Aussi la droite et la gauche manœuvrent pour faire opérer la dévaluation du franc par l'adversaire. C'est cette préoccupation qui explique le jeu politique de ces derniers mois.

PENIBLES PERSPECTIVES GOUVERNEMENTALES

Ce jeu va se poursuivre jusqu'aux élections.

Les partis politiques vont rivaliser de démagogie, mais gare aux vainqueurs. Il leur faudra agir, faire quelque chose à tout prix. Mais agir dans quel sens?

Comme les vainqueurs probables de la consultation électorale seront les éléments du Front populaire, celui-ci se trouvera placé devant ce dilemme : agir ou se désolidariser.

C'est alors que l'opportunisme gouvernemental interviendra et aura tôt fait de faire un sort à la formule farce : *Les riches doivent payer*. Pour ne pas dresser une nouvelle fois le *Mur d'Argent*, le Front populaire joindra les pouces et ses ministres se démenteront frénétiquement, pour rassurer soi-disant l'épargne, mais en réalité le capitalisme.

La situation exigeant des remèdes, force

Observations et enseignements

(Suite de la 1^{re} page.)

Je résume cet article et le précédent. J'ai trouvé partout des auditoires nombreux, attentifs, venus pour écouter et portés à réfléchir.

J'ai plus que l'impression : la certitude que les anarchistes sont, à l'heure actuelle, plus nombreux que jamais et que ce sont nos thèses qui répondent le mieux aux aspirations secrètes et profondes des masses laborieuses.

Les trois circonstances qui affaiblissent le mouvement anarchiste sont :

La dispersion des forces libertaires ; Les divergences de tactique et les querelles de personnes ;

Le conflit à propos de la position et de l'action sur le terrain syndical.

Il est facile et urgent de remédier à ce fâcheux état de choses.

C'est la tâche qui s'impose à l'effort de tous.

Atteignons-nous à cette tâche.

SEBASTIEN FAURE.

sera d'avoir recours à la dévaluation. Et alors la droite aura beau jeu pour anéantir la petite épargne, les classes laborieuses sacrifiées par leurs mandataires.

On prévoit comment finira l'aventure gouvernementale du Front populaire. Ce sera la faillite, la dislocation, la déroute, la démoralisation des troupes. Cependant que la droite triomphante reprendra sans coup férir le pouvoir, avec des perspectives des plus rassurantes.

A moins, que troisième larron, le fascisme réussisse à exploiter la situation à son profit.

Le Front populaire aura fait son expérience ultime, après les échecs cuisants et les comédies pré-électorales.

Devant ces perspectives alarmantes, les anarchistes se doivent de dénoncer avec plus de vigueur que jamais la comédie burlesque qui se déroule au Palais-Bourbon et le danger qui menace les travailleurs.

Chaque jour les événements nous donnent raison, confirment nos appréciations. Aussi devons-nous nous attacher avec plus de force à notre tâche de mise en garde et préparer les bases d'une action autonome du prolétariat.

O. PILOCHE.

Au seuil de 1936

(Suite de la première page)

deux jours plus tôt, on était donc en droit de s'attendre à une réaction vigoureuse de la part des intéressés. Hélas! tout à leur célébration des luttes de nos pères, les dirigeants ouvriers avaient totalement oublié de préparer celle qui s'imposait et qui eût marqué que la tradition n'était pas morte. Un simulacre de manifestation se déroule place de l'Opéra. Au premier obstacle, le cartel confédéré des services publics capitule et tente de masquer sa faillite en réclamant l'avènement d'un bon gouvernement du Front populaire (sans doute avec Daladier comme chef) pour remplacer le méchant gouvernement Laval.

Brest et Toulon qui s'étaient énergiquement rebiffés, par l'action directe, sont vertement tancés et mis au pas par les bonzes syndicaux des deux centrales qui reçoivent les félicitations des politiciens de la délégation des gauches qui, un instant, avaient failli prendre peur.

Cependant, Staline veut une adhésion plus complète du prolétariat français à sa politique extérieure. En attendant la réalisation de l'unité politique, l'unité syndicale doit compléter le Front populaire. Un représentant de l'U. R. S. S. rencontre Jouhaux à Genève. Ces deux hommes décident la fusion des deux centrales, alors que des centaines de milliers de travailleurs la réclamaient en vain depuis tant d'années.

Aux congrès confédéraux de septembre, la fusion est approuvée d'enthousiasme. Depuis, les véritables buts stalinien de subordination totale du syndicalisme apparaissent on ne peut plus clairement. Septembre voit également Mussolini déclencher sa guerre de rapines en Éthiopie, ouvertement préparée depuis plusieurs mois. Ceci, sans rencontrer de la part de la classe ouvrière internationale les représailles que s'imposait. On fait confiance à la S.D.N., paravent à l'abri duquel Mussolini poursuit son œuvre de mort, accumulant ruines et massacres.

Fin octobre, en prévision de la fin de ses pleins pouvoirs, Laval promulgue, *in extremis*, près de 400 décrets-lois qui sont autant de restrictions sur la liberté de réunion, manifestations, droit d'asile, liberté de la presse, etc.

Nous n'aurons garde de rappeler la « manifestation républicaine » du 11 novembre où les anciens combattants de gauche, derrière les officiers chamarrés et les bannières tricolores (seules autorisées), vinrent témoigner leur loyalisme à la France républicaine et sanctionner leur adhésion à l'union sacrée.

Enfin, ne signalons que pour mémoire la dernière session des Chambres, dont les échos sont tout proches et où furent approuvés les décrets scélérats et la politique mussolinienne de Laval et retenons la signification de la mémorable journée du 6 décembre où s'est jouée la comédie du désarmement et de la dissolution des ligues sous le signe de la réconciliation nationale. Les dispositions qui y furent prises retomberont lourdement sur les épaules des révolutionnaires. Quant aux fascistes, ils ont déjà pris leurs dispositions pour conserver leurs privilèges.

Bien entendu, durant ces douze mois la répression n'a pas chômé. La justice de classe, pleine de mansuétude envers les factieux, fusillards d'ouvriers, s'est acharnée sur leurs victimes coupables de s'être défendues ainsi que sur les travailleurs en lutte pour défendre leurs maigres conditions de vie.

Tel est le bilan que nous livrons aux réflexions de nos amis. Comme les autres années, il se traduit sur le plan politique et social par la faillite totale du parlementarisme et du syndicalisme de collaboration de classes, impuissants à faire reculer le fascisme et la guerre dont le danger nous menace chaque jour davantage à travers les contradictions économiques du régime qui se débat dans une crise sans précédent et dont l'issue ne peut être que révolutionnaire.

Nos camarades savent les efforts qui ont été déployés ici pour enrayer cette action néfaste et orienter la classe ouvrière vers des tâches positives.

A la faveur des trahisons et des capitulations successives des politiciens qui fuient les responsabilités à l'heure du danger, il importe de se montrer plus vigilants que jamais et de préparer la renaissance de l'action directe et révolutionnaire. La seule issue est le salut.

Bolchevisme 1935

SOUS LE SIGNE DE LA RECONCILIATION FRANÇAISE

Nous devons à la revue *Les Humbles* (numéro de décembre) la publication de la circulaire qu'on va lire et qui indique combien la gangrène patriotarde a pénétré l'« élite » dirigeante du P.C. Staline régnante.

Nous nous empressons de mettre sous les yeux de nos lecteurs ce morceau de choix, persuadés qu'ils sauront en faire leur profit :

CHAMBRE DES DÉPUTÉS Paris, le 8 novembre 1935.

Cher Concitoyen,

Le 27 juin 1836, mourait, à Choisy-le-Roi, Rouget de l'Isle, auteur de la « Marseillaise », grand chant d'espoir aux accents duquel nos ancêtres luttèrent contre les tyrans et pour la conquête des libertés.

Au moment où des gens, tyrans modernes, rêvent d'enlever au peuple de France les libertés conquises au prix de lourds sacrifices, le centenaire de Rouget de l'Isle doit permettre à la vaillante population de notre Canton, à ses organisations, à ses belles sociétés de faire revivre avec l'aide du peuple français tout entier, comme en ce beau jour du 14 juillet 1935, les vieilles traditions françaises au cours de cérémonies et de réjouissances populaires.

Nous avons pensé qu'il appartenait aux élus de la population de prendre l'initiative de la formation d'un Comité d'organisation chargé de préparer le programme du centenaire.

C'est pourquoi nous prenons la liberté de vous inviter, comme représentant du groupement auquel vous appartenez, à une réunion qui aura lieu le vendredi 15 novembre, à 20 h. 30, à la mairie de Vitry, salle des mariages.

Avec l'espoir que vous voudrez bien nous honorer de votre présence, recevez, cher concitoyen, nos salutations empressées.

Maurice THOREZ, député de la circonscription ;

Rigaud, conseiller général, maire de Vitry ;

Comavin, conseiller général ;

G. Marrane, vice-président du Conseil général, maire d'Ivry.

Comme quoi le « réaliste » Thorez sait mettre à profit le dernier tournant stalinien pour assurer sa réélection en mai prochain.

BILAN

(Suite de la première page)

dant ce désir si ferme de garder la paix, son seul bien, n'a pas abouti jusqu'à présent à la prise de résolutions lucides propres à enrayer la marche du fléau. Trop souvent le prolétariat demeure passif ou se contente de marcher à la remorque des gouvernements ou des partis sans bien discerner de politique propre de la paix. C'est ainsi qu'on a vu des fractions importantes de l'opinion ouvrière de ce pays emboîter le pas à un gouvernement ou accepter certaines formules dont le moins qu'on puisse dire c'est que les unes et les autres se fondaient sur l'équivoque. Le résultat a été une aggravation de l'équivoque, une extraordinaire confusion où les intérêts de la classe ouvrière étaient complètement oubliés. Il importe que celle-ci ne cherche plus ses mots d'ordre ni à Londres, ni à Rome, ni à Paris, ni à Genève, qu'elle affirme sa volonté de ne participer à aucune politique sanctionniste ou anti-sanctionniste sur laquelle elle n'aura pas délibéré et qu'elle établisse dans son sein même les lignes de son action internationale dont le postulat liminaire doit être que, sous aucun prétexte, le prolétariat ne saurait accepter la guerre. Puisse l'année 1936 aboutir à cette nécessaire affirmation.

Réunions et Conférences

COMITE D'ACTION POUR L'AMNISTIE

Dimanche 12 janvier, à 14 h. 30

Salle du Clair de Lune, 45, rue de Vanves,

MATINEE CHANTANTE

Charles d'Avray dans ses œuvres.

René Ruquet, le poète paysan.

Allocution par Pierre Lemellour.

GRUPE LIBERTAIRE DU XIV^e

Le lundi 13 janvier, à 20 h. 45

Salle Pignier, 5, boulevard Brune

A la Porte de Vanves

Conférence éducative

Sujet traité : L'antagonisme de l'individu et de la société. Orateur : Aurèle Patornî.

POUR L'AMNISTIE ! POUR LERETOUR !

Jeudi 9 janvier, à 20 h. 45

GRAND MEETING

Salle du Clair de Lune, 13, rue de Vanves.

Orateurs : Jean Longuet, Georges Pioch, Dou-

trau, Frémont, Patornî, Pierre Odéon.

GRUPE LIBERTAIRE D'ANTONY

Vendredi 10 janvier, à 20 h. 45,

Salle Camille, 76, avenue d'Orléans

au Pont d'Antony

Conférence publique

Sujet traité : L'antagonisme de l'individu et de la société. Orateur : Aurèle Patornî.

AUX HASARDS DU CHEMIN

De mon wagon

Pêche interdite

« Tient! j'ai gardé ça pour toi, me dit Eugène le plombier, c'est un monnaie » Et, il me tend une coupure on je lis :

« L'abonné annuel de Besançon. — Audience du 8 novembre 1935 : Joseph D., 46 ans, ancien député, 30 fr. d'amende. Le 11 octobre 1935, peçait dans la Lône sans hameçon dans l'intention de se moquer du garde. »

« C'est ton monde, comme tu dis, mais si ça t'épate, c'est que tu n'as pas compris, peut-être, la profondeur de l'esprit des lois... »

« Il n'est pas question, en ce moment, de l'esprit des lois, mais de savoir si un type — même dans l'intention de se moquer du garde — a le droit, ou non, de tremper au fil dans l'eau avec rien au bout si ça lui fait plaisir! »

« J'ai un briquet estampillé, un filic me demande du jelt, je me salue, et je n'ai pas le droit de lui expliquer que je cours pour me réchauffer sans risquer l'outrage à agent? »

« Eugène, c'est très simple : en matière de législation, tu as surtout beaucoup de devoirs, avec, en compensation, des droits qui sont tellement aléatoires qu'il vaut mieux ne pas trop en tenir compte. »

« Considère plutôt que toute loi est promulguée pour nous obliger à faire ce que nous voudrions si ce n'était pas défendu. L'individu ne pèse pas lourd devant une majorité. Loi de la jungle, loi de Lynch, code des civilisés, c'est toujours la loi! »

« Tout de même, entre nous, ce garde, il devait avoir une vieille rançune; on ne m'otera pas ça de l'idée. C'est plutôt vache, car, enfin, aucun texte ne peut m'obliger à mettre un astibloche au bout de ma ligne. Je peux pêcher avec une montre, une pipe ou un saucisson, si ça me plaît, après tout! »

« Oui, à condition de ne pas te moquer du garde, comprends-tu, entêté? Le garde c'est la Loi, avec un grand L, c'est lui le représentant de cette entité toute puissante et sempiternelle à laquelle comme le monde et la fatalité; c'est lui, en l'espèce, qui veille au maintien de l'ordre. Et l'ordre est troublé quand un fatécieux s'amuse à tremper une ligne nue dans une Lône quelconque. »

« Je ne vois pas comment... »

« Ni moi non plus, mais nous ne sommes pas garde-pêche, ni juge correctionnel, car enfin au-dessus du garde, il y avait ce juge — qui trancha la question. »

« Le gendarme est sans pitié mais la justice est souveraine. »

« Trente balles, c'est cher, surtout que ça fait des petits une contredanse. »

« Mon vieux, il y a des gens qui ont payé beaucoup plus cher des gestes qu'ils ne considéraient pas comme des fatécies. Je ne te fatégnerai pas avec l'énumération de ces victimes, il y en a trop! Rappelle-toi toujours le cas de l'objeteur Leretour, toujours en prison, sa peine terminée, pour avoir cassé le bras d'une statue pour le moins disgracieuse. Alors, je voudrais te voir l'indigner avec la même véhémence. »

« C'est triste, bien sûr, mais qui casse les autels les paye et aussi les statues. Je ne peux pas lui donner tort à ton Leretour, mais enfin il aurait pu rester peinarde, dans son intérêt bien compris. »

« C'est bien ça qui me fait peur, vois-tu, que chacun reste peinarde. Je rêve, au contraire, d'une humanité de rouspéteurs, d'indisciplinés, d'insoumis, de traverses l'existence hors des passages cloutés, ou qui lisent entre les lignes. Ils aimeraient rester au lit à l'heure où les copains se lèvent, mais aussi ils savent se réveiller lorsque les autres s'endorment sur le mol oreiller de l'indifférence. Et je rêve d'une société où les lois seraient basées sur le respect de la nature, l'amour du prochain, la raison, au lieu d'être au service de la force et de l'arbitraire. »

« Tu vois combien je m'écarte de certaines théories démocratiques, si à la mode. »

« Enfin — rétorque Eugène, il faut bien faire quelque chose pour attirer le populo. Et, si comme le type en question, tu ne mets rien au bout de la ligne, tu n'attraperas jamais rien, c'est moi qui te le dis! »

« Si, peut-être aussi ça, d'amende... »

Le Banlieusard.

La presse de droite subissant l'influence bienfaisante de la masse inspiratrice de l'ambassade italienne donne à fond. Mais la presse ouvrière n'est pas en reste pour donner la réplique.

Ainsi l'Huma et le Popu vous ont de ces façons d'arranger les dépêches qui ne le cèdent en rien à l'art de la presse bourgeoise et aux meilleures histoires de tartes et d'obus inoffensifs de la der des der.

L'aviation italienne ne serait, paraît-il, pas dangereuse; ses bombes n'éclatent pas! Quant aux obus, peuhl! de la gnoquiotte.

Pour peu que ça continue, nous ne désespérons pas qu'un de ces jours on nous serve une bonne histoire où les Abyssins seront prisonniers de longues files de soldats italiens rien qu'en brandissant un paquet de macarons.

La cause éthiopienne n'y gagne pas à être soutenue de cette manière.

A LA MANIERE DE...

Dimanche dernier les élus du Front populaire — de la Municipalité de Colombes — le maire communiste Bruneau en tête, ont quitté dans les rues en faveur des chômeurs. Pas mal comme méthode de lutte de classes et vraiment ce n'était pas la peine, oh! notre bonne mère l'oise l'Humanité de mettre en boîte les Gabels et les Gering — qui ont commencé les premiers — à Berlin. Il est vrai que le P. C. envisage l'ouverture d'ouvroirs dans lesquels les belles madames du Front populaire viendront tricoter en faveur des chômeurs et de leur famille... en attendant sans doute de le faire pour la prochaine der des der du Droit, etc., qui, comme chacun sait, se confondra avec la défense de l'U.R.S.S.

APRES LA DEMAGOGIE ELECTORALE

L'aventure de la Municipalité colombienne rappelle fort à propos ce s'il est facile de se livrer à la joie des démagogues électoraux pour piper le suffrage des électeurs des différentes couches sociales, il est plus difficile ensuite de pratiquer une politique conforme à leurs intérêts.

En effet, les édiles de Colombes pris entre la nécessité de secourir les chômeurs et de ne pas mécontenter les contribuables locaux — des électeurs pardi — par des charges accrues pour assurer la juste allocation des chômeurs, n'ont ainsi trouvé rien de mieux que de faire appel à la charité publique!

Pourtant le maire communiste devrait se souvenir que son parti préconise de faire payer les riches.

Que ne tente-t-il d'employer ce remède magique.

Où mais voilà! Cette formule n'est qu'un truc électoral. Quand on est élu, n'est-ce pas? il faut manœuvrer pour le rester. Alors, on combine, on se livre à la prestidigitation, on réalise force compromis. Le grand but est de garder la place.

Combien de fois l'avons-nous vu! Combien de fois le reverrons-nous!

VENTRES PLEINS ET VENTRES VIDES

Les fêtes traditionnelles de la Noël et du Nouvel An ont donné lieu à de grandes festivités. La presse, plate courtisane des puissants, nous conte avec force détails les saouleries mondaines et énumère le menu de bolles où les bourgeois s'en mettent jusque là.

Les bombances, en dépit de la crise, ont été aussi brillantes que dans le passé. Le champagne a coulé à flots. Le beau monde s'en est donné à cœur joie.

Comme les chômeurs à la lecture de ces comptes rendus, ont dû en éprouver de satisfaction.

Sans aucun doute, leur ventre leur a semblé moins vide!

CHARITE PUBLICITAIRE

Comme il est de coutume aussi, plusieurs organisations d'origine sociale ont invité les clochards et les chômeurs à réveiller... sous le feu des objectifs des reporters journalistiques.

C'est que, si certains bourgeois veulent bien de temps en temps lâcher quelques billets, ils entendent que ça se sache! Il n'a pas de charité sans publicité.

Ainsi avons-nous pu voir, telles cabotines, femmes du monde et poules de luxe profiter de l'occasion, pour se faire photographier, en chanteuse, en serveuse ou en présidente compatissantes!

Oh! les braves bourgeois, comme dirait le Père Peinard, que qu'vous foutes! Ne trouvez-vous pas qu'il y a des coups de pieds au... qui se perdent!

LAVAGE DE LINGE SALE

Le procès des stakhistes à la Cour d'assises est devenu un véritable lavage de linge sale en famille. Dame Thémis fortement éblouie par le scandale, brandit ses foudres contre les accusés non moins coupables qu'elle-même.

C'est là l'opinion générale, le stakisme a arraché le masque de la magistrature.

Aussi quand Garat, ripostant au réquisitoire effronté du Procureur général, jeta : Parlez-nous de la magistrature, il ne fit que traduire la pensée de tous.

Les débats du procès, l'éclaircissement brutal du cas Prince ont montré l'immoralité des hommes du pouvoir, la gangrène qui ronge les cadres des institutions. Un tel procès caractérise une époque, la société bourgeoise. C'est le procès d'un régime finissant.

Les romanichels.

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

PRESTIGATION LABORIEUSE

En ce début d'hiver marqué une fois de plus par l'aggravation du chômage, il nous est donné d'entendre les mêmes jérémiades indignées et les mêmes prophéties optimistes devenues inévitables à cette période de l'année.

C'est de plus en plus une originalité saisonnière.

Les uns nous brossent un tableau hallucinant des mille misères hivernales qui aggravent les conditions d'existence des prolétaires et plus particulièrement celles des chômeurs ; accroissement du coût de la vie, augmentation des frais généraux du ménage nécessités par les frais d'éclairage, de chauffage, de vêtements chauds, etc. Accompagnés des mêmes sempiternels appels à l'action... à une action qui sert de leit-motiv à des clichés journalistiques, sans que jamais on s'essaye à en créer les conditions de réalisation.

Les autres, le monde officiel et le chœur des économistes distingués, affectent une assurance sans conviction et prédisent régulièrement une amélioration de la situation, laissant espérer la fin prochaine de la crise.

Tel est le spectacle, si l'on peut dire, que l'on nous offre, que l'on répète, que l'on nous renouvelle l'année prochaine à pareille époque.

L'art de gouverner et l'art de conduire les foules ont ceci de commun, qu'ils s'apparentent à la prestidigitation parfois habile, d'autres fois burlesque.

En vérité, en ce sixième hiver de crise, la situation est aussi grave, générale, sans espoir, que la première année. Le capitalisme continue à faire preuve d'impuissance, de désordre et cette incapacité n'a d'égale que celle des formations politiques qui s'assignent pour tâche de le réformer ou de le remplacer.

LES « PERSPECTIVES » DE REPRISE

L'abandon de l'étalon-or par certains pays, a incontestablement provoqué chez eux un semblant de reprise, sans que l'on puisse dire si véritablement elle se maintiendra longtemps.

Si l'on s'en réfère à la situation générale du monde capitaliste, il y a tout lieu d'en douter, car ces cas de reprise nationale peuvent assez rapidement être annihilés par les barrières douanières, les autarcies renforcées de nations, comme l'Allemagne et l'Italie.

Il est vrai que les dévaluations récentes avaient surtout pour but de surmonter des difficultés inextricables d'ordre intérieur.

L'Amérique a renoncé à la parité-or sous la pression de la crise agricole. L'Angleterre pour pouvoir commercer plus efficacement avec les Dominions, la Belgique pour se procurer une encaisse nécessaire au financement de son plan de grands travaux. Mais toutes ces nations n'ont donné à leur mesure dévaluationniste qu'un caractère de palliatif — il ne pouvait d'ailleurs en être autrement — de remède provisoire dans l'attente d'une reprise générale qui tarde à se manifester.

Ainsi quand les augures officiels tablent sur ces « reprises » partielles, nous annoncent une « reprise » générale, ils ne font que révéler leur candeur. Leur ignorance ou leurs instincts conservateurs leur font prendre pour des indices certains d'amélioration, ces « reprises » superficielles, inévitablement limitées parce que n'ayant qu'un caractère d'attente.

Dans la mesure où il est possible de relever un accroissement du rythme de production dans l'industrie, il ne fait aucun doute que celui-ci est dû à la course des armements. En effet, l'industrie de guerre travaille à plein rendement. Mais là s'arrêtent les indices généraux de reprise. Par là s'explique l'augmentation constatée, actuellement des échanges.

Ainsi, l'activité guerrière a provoqué l'augmentation en 1934 de la production des matières premières de près de 6 % et l'élévation

de l'indice de l'activité industrielle générale d'environ 10 %.

La valeur-or du commerce international atteignait en mai 1935, pour la première fois depuis six ans, un niveau supérieur mais assez insignifiant. Mais le nombre d'ouvriers employés dans l'industrie en 1934, était inférieur d'un sixième environ au chiffre de 1929. Et si dans le domaine agricole on remarque une légère élévation des prix, la cause en réside dans l'état déficitaire des récoltes en 1934 et 1935.

Rien ne légitime donc les déclarations officielles sur les probabilités d'une reprise générale, sinon le désir d'atténuer l'inquiétude que bouleversent les esprits et pourrait provoquer une fermentation révolutionnaire, dangereuse pour le régime.

Cette préoccupation du monde officiel trahit aussi les belles déclarations sur la paix politique, le désarmement des haines et la réconciliation française à laquelle le parti communiste vient d'adhérer par un abondant affichage.

APRÈS LA DEFLATION

En France, pays jusqu'ici déflationniste, la situation ne fait qu'empirer alors que la crise semble étale dans beaucoup de pays.

Les décrets-lois ont eu une influence catastrophique, sans provoquer réellement cet équilibre budgétaire qui est la panacée du capitalisme.

Le licenciement de fonctionnaires, l'amputation des traitements des travailleurs à statuts, diminuant le pouvoir d'achat d'une catégorie de consommateurs a eu une répercussion désastreuse.

Quelques semaines après l'application des décrets-lois qui devaient avoir, paraît-il, un effet magique. La situation est si grave que même les plus farouches déflationnistes n'osent plus défendre l'œuvre des trois derniers cabinets.

Le coût de la vie s'est accru, aggravant les conditions de vie des masses laborieuses. On aura une idée de la situation par la citation suivante empruntée au *Temps* dont la position frénétiquement déflationniste de ses rédacteurs, assujettis à la main inspiratrice des grands potentats capitalistes, est bien connue.

Cette citation a trait aux fluctuations du chiffre d'affaires qui est en quelque sorte le flouleur sur l'eau qui indique directement les hauts et les bas de la situation :

« Pour l'ensemble des dix premiers mois de 1935, confesse l'organe des potentats, le produit des taxes sur le chiffre d'affaires a atteint 4.877 millions, somme inférieure de 1 milliard 30 millions, soit 18 pour 100, aux prévisions et de 491 millions, soit 9 pour 100, au produit correspondant de la même période de 1934.

« La moins-value, en octobre dernier (28 pour 100 par rapport aux évaluations budgétaires) du produit des diverses taxes sur le chiffre d'affaires, qui dépasse 200 millions, est donc très sensiblement supérieure aux moins-values mensuelles, depuis le 1^{er} janvier 1934. »

Ainsi nous sommes actuellement au niveau le plus bas qu'il ait été enregistré. Comme on comprend la gêne qui s'est emparée des supporters de la déflation.

VERS LA DEVALUATION

Après la faillite complète des mesures déflationnistes, la dévaluation va-t-elle intervenir ?

Nous avons déjà fait dans les colonnes de ce journal la démonstration de sa nécessité et posant l'aspect politique de la question, nous avions demandé : Quelle sera la majorité politique qui en prendra la responsabilité. La droite ou la gauche ?

Sous cet angle parlementaire la dévaluation représente un redoutable danger. Car si

plus de quatre-cent députés sont prêts à acquiescer tacitement à une mesure dévaluationniste, par contre tous les partis, tous les journaux politiques la condamnent par tactique électorale et de ce fait, le nombre des législateurs qui oseraient la voter publiquement serait des plus restreint.

Il n'en reste pas moins qu'elle est inévitable. Quel que soit le moyen qui sera employé pour la réaliser, il faudra y arriver.

D'ailleurs, le langage des quelques dévaluationnistes qui osent parler, peut se traduire ainsi : « La dévaluation apportera quelque détente au capitalisme aux abois. Car se traduisant par une hausse des prix de gros et des prix de détail avec un retard de ces derniers, il sera possible aux gouvernants de proroger ce retard.

« La hausse des prix généraux et la menace de hausse des prix de détail aura alors un effet certain sur la thésaurisation. Les capitaux débusqués en partie par la crainte de la hausse des prix de détail se métamorphosent en marchandises et ainsi, les marchés offrent pendant un certain temps des possibilités nouvelles à la production.

« La dévaluation donnera des perspectives d'avenir meilleures et augmentant l'encaisse de la Banque de France, elle laissera à l'Etat une marge d'une dizaine de milliards pour le moins qui pourraient, insistait en douce les dévaluationnistes, être employés à des travaux de lutte contre le chômage. »

Tel est le résumé de l'argumentation des dévaluationnistes qui semblent bien avoir raison.

Les gouvernants n'ont d'autre choix que des palliatifs. Après la faillite des précédents, on va avoir recours à celui-là. Et le capitalisme français attendra à son tour une « reprise » bien difficile.

J. R.

Chronique de Banlieue

MALAKOFF

Mercredi 8 janvier, à 20 h. 30, salle de la Coopé

REUNION PUBLIQUE ET CONTRADICTOIRE sur le sujet : Les Anarchistes et la Guerre. Orateurs : Douteux, Berger, Odéon. Appel à tous les sympathisants.

Malakoff. — Tous les camarades de Montrouge, Vanves et Châtillon sont invités à être présents à la réunion publique de Malakoff, mercredi 8 janvier, à 20 h. 30, salle de la Coopé.

CARRIERES-SUR-SEINE ET REGION

ORDRE DU JOUR VOTE A LA SEANCE COMMUNE AUX ORGANISATIONS REUNIES LE LUNDI 23 DECEMBRE 1935

Les représentants des organisations suivantes : parti socialiste (S.F.I.O.), section locale, Groupe Libertaire, Syndicat Unique du Bâtiment (Groupe Régional), Section Locale des Locataires, Groupe des A.U.O. de Carrières ;

Constant : 1° Que dans la défense des antifascistes poursuivis pour les faits de la nuit du 13 au 14 juillet, le parti communiste a saboté l'action en faveur des travailleurs poursuivis ; que la section locale du S. R. I. n'a fait que freiner l'action, obéissant ainsi aux ordres du P. C. ;

2° Que dans les poursuites intentées pour la deuxième affaire, les représentants des organisations susmentionnées consistent que le délit commis est pour autrui le P. C. que celui-ci refuse même de soutenir les travailleurs poursuivis.

Les enregistrements que malgré l'insistance des camarades, membres du Comité de Défense Populaire la Section du S.R.I. par la voix de son secrétaire Chauvot, se refusa à convoquer le comité. Que les représentants du P.C. ne répondent à aucune convocation.

Devant ces faits les organisations représentées vont au préavis des ouvriers de Carrières et de la Région, les dirigeants locaux du P. C. et la section locale du S.R.I. Ils s'engagent, toutes les fois que l'occasion

A TRAVERS LE MONDE

Voir clair

Nous ne savons pas encore quel sort le Parlement va faire aux initiatives de M. Laval, toujours est-il qu'elles ont été mal accueillies en Angleterre. On sait comment, à la suite de la rédaction d'un plan commun à Londres et à Paris, le ministre anglais des Affaires étrangères, désavoué par l'opinion publique et par les représentants des Communes, a été amené à démissionner. On sait aussi que M. Anthony Eden a été appelé à lui succéder. Les déclarations formulées de M. Baldwin, premier ministre, ne laissent aucun doute sur ce que doit être dorénavant la politique anglaise. Se refusant à prendre une initiative quelconque en dehors de la S.D.N. elle laissera à celle-ci le soin de conduire à son terme l'affaire italo-éthiopienne.

Là-dessus, nos fascistes, faisant écho à la presse italienne, accusent l'Angleterre de vouloir la guerre. Ils précisent même que le jeu de Londres serait d'utiliser la France comme son soldat, d'amener cette dernière à intervenir activement, au besoin par une démonstration de frontière afin d'obliger Rome à capituler. Ce sont là, évidemment, propos de malade févreux. Il est clair, en effet, que les choses n'en sont pas là, mais qu'il se développe seulement en Italie une psychose de la persécution qu'entretenait soigneusement le gouvernement de plus en plus inquiet de la tournure du conflit. L'union sacrée en Italie se nourrit, comme toutes les unions sacrées, d'une haine élémentaire et d'imagination simplistes. La représentation d'une Angleterre perfide, tête de la coalition des nations conservatrices est nécessaire au développement du drame italien et à la mise en œuvre de toutes les forces nationales. L'explication mussolinienne, d'ailleurs, comporte une part de vérité que

s'en présentera de les démasquer devant les travailleurs comme des ennemis des ouvriers. (Voté à l'unanimité.)

GRANDE ASSEMBLEE GENERALE

Il est d'une importance capitale pour l'action anarchiste dans la région que tous les adhérents du groupe et lecteurs du « Libertaire » assistent à l'assemblée qui aura lieu samedi 4 janvier 1936, à 20 h. 30 au siège, salle café de la Mairie. Un compte rendu moral et financier du groupe et de la phalange du « Libertaire » seront fait par les secrétaires et trésoriers.

Des dispositions seront prises pour la propagande et notamment pour le meeting de Sartrouville qui aura lieu vraisemblablement le 25 janvier.

L'organisation de la campagne antiparlementaire pour la prochaine fête d'été, sera envisagée. Et comme pour matérialiser toutes nos initiatives de propagande et de solidarité, il nous faut des ressources, le projet d'une fête sera sérieusement examiné.

Que les camarades de la région considèrent cet appel comme très sérieux, nous ne serons jamais trop nombreux au groupe, il y a du travail pour tous.

Le camarade Henri Lucien est invité à cette réunion pour affaire urgente.

Pour le Groupe : Jean Le Vieux.

L'ESPRIT SYNDICALISTE

par Hubert LAGARDELLE

Le texte suivant emprunté aux *Cahiers du mouvement prolétarien* qui paraissent bien avant la guerre, est la reproduction d'une conférence faite par Hubert Lagardelle à Tivoli-Hall en 1908.

Cette conférence faite quelques mois avant le Congrès de Stuttgart qui apparaissait alors, comme devant constituer un tournant historique pour la social-démocratie internationale corrompue par le parlementarisme, avait pour but de marquer fortement ce que l'on a appelé : « Les caractéristiques du mouvement syndical français. »

Au moment où le syndicalisme renaît avec force, ces caractéristiques sont l'objet d'un assaut sans merci de la part des partis politiques. Aussi pensons-nous, en publiant ce texte, aider nos camarades qui luttent dans les syndicats.

Certes, l'auteur de cette conférence a bien évolué depuis... Il est aujourd'hui un des conseillers privés de Mussolini. Mais l'évolution de l'individu n'a pas atteint les idées de sa jeunesse, qui ont conservé toute leur force et toute leur vérité.

Nous reproduisons ensuite en feuilleton, des articles doctrinaux de nos meilleurs théoriciens, des bonnes nages littéraires philosophiques de la gamme variée des auteurs libertaires.

N. D. L. R.

I.

Le syndicalisme français est né de la réaction du prolétariat contre la démocratie. Je ne veux pas dire par là que la classe ouvrière rêve le retour aux régimes politiques antérieurs ni qu'elle méconnaît la supériorité relative du régime actuel. J'entends indiquer simplement que ce qu'elle combat dans la démocratie, c'est la forme populaire de la domination bourgeoise.

Ah ! sans doute, il y a là, en apparence, une attitude paradoxale. Comment la classe ouvrière peut-elle s'insurger contre le gouvernement idéal du peuple par le peuple ? La démocratie n'a-t-elle pas toujours été la fin suprême des aspirations populaires ? Certes, j'avoue que cette désaffection des travailleurs français pour l'Etat devenu républicain, me paraît le fait culminant de l'histoire de ces derniers temps.

Où donc en trouver la cause ? Il faut la chercher dans l'expérience démocratique elle-même. Les ouvriers de France ont vu le pouvoir populaire à l'œuvre, et ils ont constaté que ni le changement de personnel gouvernemental ni la transformation des institutions politiques n'avaient modifié l'essence de l'Etat. La forme s'est renouvelée, mais le fond a persisté, et la

machinerie étatique demeure toujours la même puissance de coercition au service des détenteurs de la domination. Et c'est précisément la déception que les travailleurs français ont éprouvée, en constatant l'identité de l'Etat sous la diversité de ses formes, qui leur a dévoilé la vraie nature du pouvoir. Dès ce moment, ils ont résolu, non plus de changer le gouvernement, mais de le supprimer. Voilà pourquoi, tandis que les producteurs de la plupart des autres pays accusent de leurs maux le mécanisme insuffisamment populaire de l'Etat, tandis qu'ils attendent encore leur salut de la venue d'hommes politiques favorables, les prolétaires de France, qui ont épuisé tous les modes du pouvoir, se révoltent contre le dernier et non le moins trompeur de ses aspects.

C'est en considérant cette avance historique, que la démocratie leur donne sur les travailleurs de presque tous les autres pays, qu'il faut juger les sentiments politiques des militants ouvriers français. Ah ! je ne m'explique que trop les difficultés que les prolétaires des nations à régime impérialiste ou monarchique éprouvent à comprendre le côté extra-démocratique de l'action syndicaliste. Tant que les masses ouvrières n'ont pas obtenu l'égalité politique, le suffrage universel, le régime parlementaire, elles luttent sans trêve ni merci pour la conquête du gouvernement populaire, et ce n'est que du moment où elles le possèdent que, pouvant en mesurer la valeur, elles s'en détachent. Du moins, en France, c'est seulement du jour où la démocratie a été atteinte qu'on a songé à la dépasser. Bien entendu, je ne prétends pas dire — loin de moi cette pensée ! — qu'il y ait là une loi qui commande le développement politique de la classe ouvrière. Je me borne à constater qu'à la différence de presque toutes les autres nations occidentales — sauf l'Italie, et pour les mêmes raisons — ce qui a permis, chez nous, au prolétariat de rompre avec la démocratie, c'est l'épreuve même de la démocratie.

Mais quels sont les faits qui ont plus particulièrement provoqué ce divorce ? C'est en même temps la « parlementarisation » des partis socialistes et l'avènement au pouvoir des partis démocratiques.

La stupefaction fut grande, dans les milieux socialistes, au mois de juin 1899, lorsqu'on apprit tout à coup qu'un député du parti venait d'entrer dans le ministère Waldeck-Rousseau. C'était le renversement subit de toutes les conceptions anciennes. Sans doute, la prise de possession du pouvoir central était le point fondamental du programme socialiste, mais c'était une maladresse globale et collective qu'on avait eu toujours en vue. Or, voici que la conquête s'opérait, en dehors des règles prévues, par voie fragmentaire et individuelle. On s'apercevait

soudain, avec effroi, que la lutte de classe se transformait en collaboration des classes, l'opposition socialiste en solidarité ministérielle, l'état de guerre en état de paix. Ce fut un tel désarroi des consciences qu'on se serait cru au crépuscule du socialisme.

Ce n'était que l'émoi d'une première surprise. L'imprévu de l'événement s'est atténué par sa répétition. Après Millierand, Briand ; après Briand, Viviani ; après Viviani... d'autres viendront. Et ce qui, en 1899, semblait une anomalie, est devenu aujourd'hui un phénomène normal de la vie parlementaire. Il paraît logique que, dans un régime pleinement démocratique, tous les partis aient accès au pouvoir, et que, suivant le jeu changeant des majorités, leurs chefs se succèdent au gouvernement.

Lorsque les militants s'aperçurent que la pénétration des socialistes dans l'Etat ne changeait rien à leur sort, que les rapports des classes restaient identiques ; que les organes de coercition, l'armée, la police, la justice, l'administration, etc., fonctionnaient comme par le passé ; qu'au contraire, le pouvoir nouveau n'avait pour but que de corrompre et asservir les organisations ouvrières ; que sa politique industrielle n'était qu'une politique de paix sociale ; lorsque tout cela fut clair pour la conscience ouvrière, il y eut dans le prolétariat comme une brusque commotion, qui se traduisit par une double réaction contre le socialisme parlementaire et l'Etat démocratique.

Tout d'abord, en y regardant de plus près, les militants ouvriers s'avèrent que, comme je viens de le dire, la participation ministérielle n'était au fond que la conséquence naturelle du socialisme parlementaire. Elle leur parut, non plus un accident fortuit, mais bien le terme ultime de la conquête des pouvoirs publics, telle que les partis socialistes l'avaient pratiquée jusque là. Et quelles convictions auraient pu résister à l'éloquente démonstration des faits ?

L'évolution était trop claire pour en douter. Ah ! certes, au début, les diverses fractions s'étaient constituées sur des bases ouvrières et révolutionnaires. Parti ouvrier, parti de classe, le parti socialiste n'avait entendu recruter, à ses origines, que des prolétaires, puisque les prolétaires forment la seule classe en opposition irréductible d'intérêt avec l'ordre capitaliste. Parti de révolution il avait déclaré n'utiliser l'action électorale que pour la propagande et il avait renoncé à l'usage régulier de l'action parlementaire.

Mais ce n'était là que des rêves de jeunesse qu'avait dissipé l'âge mûr. De parti ouvrier il était devenu vite parti populaire englobant toutes les classes exploitées, quelle que fût leur place dans l'ensemble de la production ; petits bourgeois, petits propriétaires, commerçants, intellectuels, fonctionnaires, etc. Sans tenir compte

de leurs conceptions économiques et de leurs aspirations sociales, il avait appelé indistinctement à lui tous les mécontents susceptibles d'apporter leurs votes et d'assurer son triomphe. De parti révolutionnaire, il s'était naturellement transformé, et par la même voie, en parti parlementaire. Son premier grand triomphe législatif, en 1893, avait été aussi sa première grande défaite révolutionnaire. Désormais, emporté par la vitesse acquise, il avait perdu de plus en plus toute vertu propre et n'avait constitué à la Chambre, qu'un parti démocratique de plus, pareil à tous les autres.

Ce n'était pas seulement, en effet, les hommes nouveaux, les Jaurès et les Millerand, les arrivés d'hier du radicalisme, c'étaient aussi des militants anciens, comme Guesde, le théoricien de la lutte de classes, qui avaient affirmé, du haut de la tribune, leur foi légalitaire, et apporté leurs concours aux ministères de gauche. Il ne faut pas oublier que, dès 1895, le gouvernement de M. Léon Bourgeois avait obtenu le plus systématique appui de Guesde et de ses amis. Et qui ne se souvient encore de ce vote fameux par où ils s'opposèrent à l'abrogation des lois scélérates pour sauver le ministère ? Plus tard, le ministère Combes devait pousser plus loin la concentration et grouper autour de lui l'unanimité des réformistes et des révolutionnaires du socialisme. Depuis, toutes les lois que la situation politique l'a exigé, le bloc démocratique des partis de gauche s'est plus ou moins appareillé, reconstitué. Et si, au moment où je parle, il n'en est pas ainsi, cela tient moins aux socialistes parlementaires qu'à M. Clemenceau.

Ce sont là des faits dont le prolétaire militant ne pouvait pas ne pas tirer des conclusions pratiques. Comment n'aurait-il pas vu que les partis socialistes, en suivant leur marche régulière, s'étaient progressivement incorporés à l'Etat et avaient tourné le dos à toute activité révolutionnaire ? Si les faits que je viens de rapporter n'avaient pas suffi, d'ailleurs d'ailleurs étaient là, plus probants encore, La politique de paix sociale, inaugurée par Millierand, loin de lui être personnelle, n'était que la mise en œuvre de la politique traditionnelle du parti socialiste. C'est là une considération qu'on néglige trop souvent. Les conseils du travail, le conseil supérieur du travail, toute cette législation qui a pour but de rapprocher patrons et ouvriers dans des délibérations communes, mais qui donc, plus que Guesde et ses amis, s'en étaient faits, avant Millerand, les protagonistes ? Il n'y a pas jusqu'à ce projet de loi sur l'arbitrage obligatoire, qui a fait couler tant d'encre, dont l'idée, sinon la forme, n'ait été primitivement conçue par Guesde lui-même ? Ces errements sont explicables, sans doute, et je ne récrimine pas contre les personnes. En l'absence d'une politique propre, le parti

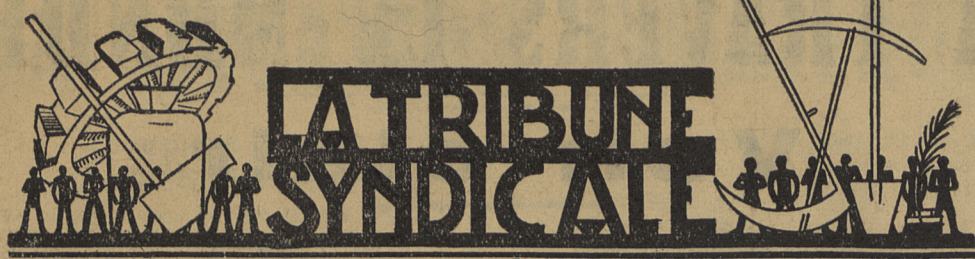
socialiste devait fatalement imiter celle des pays voisins. Mais il n'en est pas moins vrai que par là devenait éclatante, aux yeux des ouvriers conscients, la double infirmité du socialisme parlementaire qui, non content d'emprunter à la démocratie son mécanisme étatique, copiait encore son programme d'action.

On comprend que cette identification pratique de la démocratie et du parti socialiste ait été la raison dominante du discrédit du socialisme parlementaire dans les milieux ouvriers. Vraiment, les militants du prolétariat auraient pu conserver leur confiance à un parti politique qui n'était qu'un rouage de cet Etat démocratique désormais sans prestige à leurs yeux ? Car, s'il est un résultat inappréciable autant qu'inattendu du ministère Waldeck-Rousseau, c'est bien cette haine de l'Etat qu'il a fait naître au cœur des masses organisées. Qui aurait cru que ces ouvriers, qui de tout temps s'étaient instinctivement tournés, implorants et crédules, vers cet être mystique et providentiel qui s'appelle l'Etat, lui déclareraient un jour la guerre ? Il a suffi des fusillades de Chalon et de La Martinique, des conseils du travail, du projet de loi sur les grèves, de quelques « soirées ouvrières » au ministère du commerce, de quelques bureaux de tabac donnés à de pauvres diables de traitres, de quelques tentatives de corruption de secrétaires de syndicat, pour que s'opérât le miracle.

Et c'est ainsi, citoyens et citoyennes, que, déjivrée de toute superstition étatique, la partie consciente de la classe ouvrière n'a plus attendu sa délibération de l'intervention magique du pouvoir et a refusé de lier son sort aux destinées des partis politiques. Je sais bien qu'on peut justement rappeler que la critique de l'Etat et du parlementarisme avait été poussée fort loin par les anarchistes et que ceux-ci avaient en un sens prévu tout ce qui allait se passer. Je reconnais volontiers la clairvoyance de la critique anarchiste, mais elle aurait été impuissante, à elle seule, à transformer si profondément la conscience ouvrière. La négation abstraite de l'Etat, l'exaltation de l'idéologie pure, l'appel à la révolte individuelle, le dogmatisme anti-parlementaire, tout cela n'était pas fait, à la vérité, pour influencer les masses. Or, c'est d'un mouvement de masses qu'il s'agit, d'une action collective intuitivement sentie, d'une orientation pratique spontanée, que l'expérience seule pouvait déterminer.

(A suivre.)

Lire :
COMME AU TEMPS DES TZARS
L'exil et la prison
en Russie soviétique
Une brochure de 50 pages : 1 franc



Une concrétisation réussie

Si vraiment il se trouve des syndicalistes qui aient douté du danger que présente pour l'avenir de la C.G.T. unique, le cumul des fonctions politiques et syndicales, ils ont la possibilité présentement de vaincre à tout jamais leur hésitation.

Une expérience nouvelle de politisation de grève se déroule ou plutôt s'est déroulée, car la grève est moribonde, à Levallois-Perret. Les travailleurs de la C.I.M.C.A. (anciennement Manassis) ont été jetés dans la lutte, sous le prétexte d'arracher plusieurs revendications, mais en réalité pour fournir la preuve de la justesse de la thèse communiste.

Les conditions dans lesquelles s'est poursuivie cette grève ne laissent place à la plus petite hésitation.

On a voulu, en notre période de fusion, montrer que les partis politiques ouvriers et les syndicats devaient s'intégrer l'un à l'autre, participer ensemble à toutes les formes de lutte, collaborer sur tous les terrains.

Et dans ce but, on a politisé la grève des ouvriers métallistes de Levallois. Des députés et conseillers municipaux du Front populaire sont allés haranguer les grévistes et ont même conduit des délégations pour négocier avec la direction.

Naturellement, celle-ci a eu beau jeu pour légitimer son intransigence. Elle a crié à la grève politique et s'est refusée à toute entente.

C'est là une attitude commode, aux résultats sûrs, qu'auraient pris et prendront tous les patrons lors de semblables tentatives.

En vérité, une telle idée de politisation des grèves ne peut venir qu'à des bureaucrates sans lien ouvrier, ignorants des traditions de luttes dans ce pays et de leurs nécessités. Il n'est pas possible s'il en était autrement, d'admettre que les promoteurs et réalisateurs de cette tactique puissent croire qu'elle peut provoquer autre chose que semer la division chez les grévistes et ruiner leurs efforts, par le renforcement de la position patronale.

Il est vrai que trop souvent les communistes nous ont donné l'impression de chercher à justifier la « tactique » par les événements, à bout de patience d'attendre — et pour cause — que ceux-ci la justifient.

Les communistes ont voulu concrétiser, pour reprendre une formule qu'ils chérissent, leur thèse de la subordination du mouvement ouvrier.

Comme concrétisation, force est de reconnaître que c'est réussi. Voilà une expérience qui arrive à point pour assurer le triomphe de l'esprit syndicaliste sur l'esprit politique.

Cette victoire, si elle était assurée, n'en exigeait pas moins, pour être plus décisive, certains concours qui tendaient à se dérober.

Très significatifs sont à cet égard plusieurs congrès de fusion ou cette — maudite — question des cumuls a été fort habilement escamotée. C'est là la preuve d'un manque d'enthousiasme chez certains confédérés pour l'autonomie du mouvement ouvrier. Ce qui tend à démontrer que si on n'y prenait garde, les communistes pourraient recevoir demain des appuis jugés aujourd'hui maladroits ou gênants.

Félicitons-nous que la concrétisation bolcheviste de Levallois rendra, lors du congrès confédéral de fusion, les réticences particulièrement difficiles. Que le vote massif de l'interdiction des cumuls découragera toute aventure dangereuse dans l'avenir.

L'indépendance du mouvement syndical des lors assurée rendra possible une collaboration de tous, la conjugaison des efforts pour le succès des revendications ouvrières.

C'est là une perspective d'autant plus souhaitable que la carence du capitalisme place la classe ouvrière devant des problèmes nouveaux, en ce sens qu'ils n'ont été jusqu'ici qu'à peine entrevus.

Dans le domaine de l'immédiat, l'aggravation des conditions d'existence des travailleurs, les dangers d'une nouvelle tuerie exigent une accentuation de l'action des prolétaires.

Ces problèmes, ces dangers nécessitent impérieusement l'effort de tous. L'indépendance permettra cet apport commun et sauvegardera le mouvement ouvrier de tout danger d'opportunisme parlementaire, maintiendra intactes les possibilités, les capacités de lutte des masses ouvrières.

Puisque les communistes ont réussi après tant d'autres une magnifique concrétisation de la nocivité de leur thèse et une impérieuse preuve de la nécessité de l'indépendance, il faut s'en tenir à ses enseignements pour éviter sûrement les écueils futurs.

Sinon c'est créer le germe de divisions futures, c'est préparer les pires échecs et peut-être l'ultime défaite.

J. RIBEYRON.

Bravo "l'Humanité" !!!

L'Humanité du 26 décembre dernier a publié une dépêche sur la situation économique et sociale en Belgique qui mérite toute notre attention. Après une analyse rapide de la recrudescence du chômage dans ce pays, cette dépêche nous confie les maux de la ministre socialiste Delattre, qui à notre connaissance est en même temps président de la Fédération des ouvriers mineurs. Delattre se plaint de recevoir des paquets de lettres d'ouvriers lui demandant d'intervenir soit pour faire ajuster les salaires à la hausse du coût de la vie, soit pour faire cesser les abus patronaux dans tous les domaines. En réponse, M. le ministre public, paraît-il, un avis disant qu'il ne peut rien faire et que les ouvriers doivent agir avec leurs syndicats.

Nous continuons avec plaisir de donner l'opinion du correspondant belge de l'Humanité. C'est là, dit-il, un aveu d'impuissance et la condamnation par un ministre socialiste lui-même, de sa collaboration avec la bourgeoisie. Si les ouvriers doivent recourir à la grève pour améliorer les salaires et faire respecter les lois sur la législation sociale, c'est la preuve qu'un ministre socialiste du travail dans un système capitaliste n'est d'aucun profit pour le prolétariat.

Alors, l'on a tout de même le droit de se demander pourquoi les communistes préparent pour mai prochain la formation d'un ministère de coalition dans lequel, à côté des radicaux occupant les postes les plus importants, des socialistes et des communistes détiennent également des portefeuilles ? Ce malheureux correspondant de Bruxelles nous prédit d'avance dans l'Humanité ce que cela peut donner dans le cadre de la société capitaliste. Notre devoir le plus actuel est donc d'avertir les ouvriers de cette duplicité des communistes et de les engager à ne compter que sur eux-mêmes pour tenir en échec le patronat et l'Etat. L'Humanité du 26 décembre, dans un accès de franchise, sans doute involontaire, nous y invite aussi.

D'autre part, au moment où se réalise l'unité syndicale, cette fameuse dépêche donne aux véritables syndicalistes révolutionnaires un argument admirable contre les partisans du cumul des fonctions syndicales et politiques. Comment, voilà un Monsieur Delattre qui trouve le moyen d'être à la fois président d'une grosse fédération de la C.G.T. belge et ministre d'un gouvernement, incapable d'aider ceux qui l'ont hissé au pouvoir. Que les Semard et les Gourdeaux ne viennent donc plus nous assourdir les oreilles des bienfaits du cumul, puisque c'est leur bonne vieille l'Humanité qui vend la mèche. Hors, l'action purement syndicale, rien à espérer pour les ouvriers. Pour terminer, nous remercions notre grand confrère l'Humanité des excellentes verges qu'elle vient de nous adresser via Bruxelles pour le plus grand bien du syndicalisme révolutionnaire.

ALBERT LEMIRE.

NOTES ADMINISTRATIVES

Les camarades vendeurs sont avisés que le LIBERTAIRE est à leur disposition le vendredi soir de 17 à 19 heures.

Congrès de fusion de l'Aude

Notre congrès départemental de fusion s'est tenu à Narbonne, le dimanche 22 décembre. La presse ouvrière, du « Peuple » à « l'Humanité », va sans aucun doute célébrer les vertus de cette unité enfin réalisée, en assurant qu'elle va ouvrir de nouvelles perspectives aux travailleurs.

L'unité est réalisée, tant mieux. Vive l'Unité ! Mais il nous sera permis de dire sans aucune réticence, tout ce que nous pensons de cette unité, hélas bien éloignée de celle que nous avions rêvée et pour laquelle nous avions du batailler contre les deux majorités confédérales. Par la lecture des motions votées ou des statuts, nombreux seront ceux qui de bonne foi penseront que de sérieuses garanties ont été prises par le congrès pour rendre cette unité durable et hors d'atteinte des politiciens.

La réalité est malheureusement bien différente des apparences.

L'indépendance à l'égard des partis ? Quelle gaucherie, la plupart des délégués étant eux-mêmes membres ou élus de ces partis, et ne pouvant le syndicalisme que comme l'accrocheur auquel sont dévolues les besognes ingrates et sans éclat, tandis que les partis politiques par la conquête des pouvoirs publics seuls peuvent amener l'émancipation des travailleurs.

Surtout n'allez pas trop parler à ces braves délégués de la base des principes du syndicalisme, parlez-leur plutôt de la conquête des municipalités, ce serait là un sujet beaucoup plus passionnant.

L'incompatibilité des fonctions politiques et syndicales ? Pour la forme on l'admet, mais dans le fond on apporte à ce principe tellement de restrictions que ce qu'il en reste n'équivaut pas à grand chose.

Quant aux condamnations des fractions, je pense que les lecteurs de Libération ne doivent pas se leurrer à leur sujet. Si dans la C. G. T. réunifiée on les applique, craignons que ce ne soit surtout contre les empêcheurs de danser en rond que seront les syndicalistes révolutionnaires.

Le congrès ayant sur le syndicalisme des vues aussi larges, et si « conformes aux principes du syndicalisme français » ne pouvait que condamner toute motion s'élevant contre la pérennité des mandats et approuvant par contre le cumul des traitements chez les permanents syndicaux.

Qu'on n'attende donc pas après cela, que nous fassions un compte rendu analytique de ce congrès sans histoire, l'étude impartiale de l'esprit qui s'en dégagea suffit pour le juger.

Et à ce point de vue, nous sommes bien à l'aise pour dire, que si l'unité est réalisée dans le cadre départemental, ce n'est qu'une unité de politiciens, d'où est exclu tout esprit vraiment syndicaliste.

L. ESTEVE, du Bâtiment Confédéré.

DANS LES BOITES

Chez le « seigneur » de Billancourt

Le potentat de Billancourt fait peser à la faveur de la crise, un esclavage aggravé sur ses exploités : brimades, mouchardages, renvois, sont les procédés courants employés dans son bagne.

Les ouvriers sont ainsi soumis à un régime généralisé et perfectionné de terreur. Ils doivent se tenir constamment sur leurs gardes, cacher leurs opinions, tenir caché le titre du journal qu'ils lisent, se méfier de tout de tous.

La police de Renault est remarquablement organisée et n'hésite pas d'employer les pires procédés pour arriver à ses fins.

De nombreux exploits illustrent les méthodes des flics de Renault. Des ouvriers suspectés de

syndicalisme ont été perquisitionnés chez eux sous le prétexte de vol dans les usines !

Un ouvrier de notre connaissance qui reçut une telle visite, il y a quelques mois, fut appelé le lendemain chez le chef du personnel et se vit tenir le langage suivant : « La visite de nos inspecteurs a été infructueuse. C'est entendu. Mais si vous voulez rester ici, il faut que vous preniez l'engagement de nous dire tout ce que vous verrez et entendrez autour de vous. Sinon c'est la porte. » Le travailleur justement indigné ayant immédiatement opté pour cette dernière alternative, fut aussitôt remis entre les mains des flics après s'être entendu signifier l'interdiction à vie de travailler chez Renault. Les flics accompagnèrent le malheureux congédié au vestiaire, à la caisse et à la porte.

De tels faits sont courants. Renault non content de régner dans sa boîte, entend encore être le féodal de Billancourt.

Dans les ateliers, la cadence est augmentée, les temps diminués et malheur aux ouvriers qui coulent. C'est la porte ou une paye fortement diminuée. Le système du bordereau de quinze employés dans certains ateliers est un véritable système d'escroquerie par lequel Renault fait payer à ses ouvriers, le temps perdu à faire la queue aux magasins d'outillage ou de fourniture.

Les accidents ont toujours été très nombreux, mais depuis quelque temps c'est bien autre chose. Le rythme forcé de la production se traduit par un chiffre incroyable de blessures, de doigts coupés et même d'accidents mortels. Les infirmeries de l'infirmerie sont débordées, — pourtant elles sont une dizaine — pour se faire renouveler un pansement il faut faire une queue d'une demi-heure, des fois plus.

L'hygiène est absolument détestable, les ateliers sont sales, les lavabos sont défectueux et presque toujours inondés, les vestiaires trop petits donnent lieu à chaque sortie à une pénible bousculade.

Les usines Renault sont un vrai bagne dans lequel il est bien pénible d'être obligé d'aller gagner sa croûte.

Il y a du travail à faire pour le syndicat des métaux. Espérons qu'un lendemain de l'unité le nécessaire sera fait pour entreprendre la lutte contre le cynique exploitateur de Billancourt.

DANS LA BOULANGE

Si j'étais conducteur du prolétariat, je soumettrais à M. le ministre du Travail — le socialiste Frossard — oh ! pas grand chose, d'écarter sa commande dans le fournil. Ainsi aurait-il un aperçu des déplorables conditions de travail en usage dans la boulange. Peut-être aurait-il des velléités d'action pour faire respecter les lois sociales en général, la semaine de six jours en particulier, à tous les boulangers (qui seuls l'ont pas) et à ceux qui sont en retard d'un an pour le repos hebdomadaire, c'est-à-dire qui travaillent 365 jours sans interruption, d'accorder, afin de refaire leur santé tant physique que morale, un congé de 52 jours de mise à pied afin d'occuper les chômeurs ; ou aux réfractaires, ces stakhanovistes qui font les journées doubles, qui n'ont pas le courage de s'arrêter le sixième jour, 50 francs par jour à payer à la caisse de chômage qui est toujours vide. Voilà du travail, M'sieur le ministre !

Mais le camarade Frossard qui volontiers jouait au pourfendeur dans les colonnes de « l'Humanité » avant son accession au pouvoir, va-t-il enfin montrer son grand amour pour ceux qui ont fait sa fortune politique ? Il y a les meilleures raisons pour en douter. Que nous les ouvriers, nous n'ayons pas, on n'a d'autres buts que d'y rester ; par conséquent on n'a garde d'attirer l'attention sur soi par des décisions qui peuvent dresser une catégorie d'électeurs — en l'occurrence le patronat boulanger. On fait le mort, c'est plus sûrement profitable !

Les travailleurs comprendront-ils cette nouvelle expérience et en tireront-ils les enseignements nécessaires ?

Neveu.

C. G. T. S. R. SYNDICAT DES TRAVAILLEURS DE L'AMEUBLEMENT DE LA SEINE

Le Conseil syndical invite tous ses adhérents à être présents à la réunion du dimanche 5 janvier 1936, à 10 h. du matin, Bourse du Travail, Bureau des Métaux, n° 21, au 5^e étage.

L'ordre du jour étant chargé, prière d'être exact.

Les compagnons sympathisants sont cordialement invités.

Le Conseil syndical.

Communications Diverses

Groupe artistique et théâtral Floralé

Nous avertissons nos amis et adhérents que la première répétition en 1936, aura lieu le mardi 7 janvier à 20 h. 30, salle de la synthèse, 6, impasse de Gènes.

Nous rappelons, que ce groupe s'est formé dans le but de faire de la propagande par la chanson, et le théâtre. — Qui désirent donner des fêtes n'hésitent pas à nous faire signe, mais que chacun se presse, car la saison hivernale ne compte plus que quelques mois. Pour tous renseignements, écrire à : Rachel Lantier, 34 bis, rue Sorbier, Paris (20^e).

Centre de Culture Intellectuelle, Technique et Artistique du Comité des Loisirs de la Région Parisienne

Vendredi 3 janvier 1936, à 20 h. 30, Maison de la Coopération, 31, boulevard du Temple, Paris (3^e), salons Bonvalet.

L'Homme et la Société Conférence sur

L'EGYPTE Causes Géographiques, Economiques et Religieuses par M. Kosciuszko, élève de l'Ecole Normale Supérieure.

Présentation d'un film et auditions de disques et pages littéraires. Participation aux frais : 1 fr.

Pour que vive Le Libéraire

Souscription Permanente (fin année 1935)

Collecte au meeting du 17^e 84 30. Pour les travailleurs municipaux contre le duperie du front populaire (Bournez 5, Doublet 5, Lardreau 4, Ander 10, Sébastien Laurence 5, remis à un vendeur du XIV^e 20, Delage 5 50, Darvel 2, Jules Guérin 4, Epsilon 5, Laveau 3 50, Pascoette 1, Grévin et son copain 27, Groupe anarchiste d'Amiens 20, Albert Pierre 4, J. Blanchon 5, Neveu le boulanger 10, Bataillon 2, Ander 10, Laveau 10, Intus 23 50, Loyol 10, Bruno 4, Panetrat 4, Julien espéranto 2, Janon 6, Delignat 10, Epsilon 10, Groupe banlieue sud 10, Mahé 5, Langlois 10, Levoys 5, Jeunesse anarchiste 5, Gatta 10, Adrien Godroy 10, Cathala 1 50, Paris 0 50, Neveu le boulanger 2, Breton 2, Mallier 5, Briand 4, René Lochu 15, Carrières 8. Total : 404 fr. 30.

Permanence du Libéraire

La permanence est ouverte, tous les jours, de 17 heures à 19 heures.

Service de Librairie

Nous rappelons à nos camarades que les bénéfices de notre service de librairie sont employés exclusivement à soutenir nos œuvres de propagande.

Nous demandons en conséquence aux anarchistes et sympathisants de nous réserver leurs achats, étant en mesure de leur fournir tous les ouvrages édités soit littéraires, scientifiques, sociologie, question sexuelle, médecine, hygiène, Espéranto, etc.

Nous ne faisons pas d'envoi contre remboursement, les camarades sont priés de joindre le montant à chaque commande ainsi que les frais d'envoi qui sont calculés à raison de 10 % pour la France et 20 % pour l'étranger.

Adresser commandes et fonds à N. Faugier, chaque postal : 336.03, 29, rue Piat, Paris (20^e).

LIVRES

NESTOR MAKHNO : La Révolution Russe en Ukraine 5 »
SEBASTIEN FAURE : L'imposture religieuse 15 »
E. RECLUS, L'évolution, la révolution et l'idéal anarchiste 15 »
E. MALATESTA : Au café 2 50
FERNAND PELLOUTIER : Histoire des Bourgeois du Travail 12 »
M. BAKOUNINE : Dieu et l'Etat 1 50
J.-F. HORRABIN, Précis de Géographie économique 9 »
LUZON, L'Economie capitaliste 10 »
MARESTAN, L'Education sexuelle 15 »
S. FAURE, Propos subversifs 10 »
A. BORGHI, Mussolini en chemise 3 50
H. POULAILLE, Le pain quotidien 45 »
H. POULAILLE, Les dames de la terre 18 »
LAUNAY ET J. SENNA, Les Relations internationales des industries de guerre 12 »
LOUIS ET LUCIEN LAUNAY, La Sarre et les Marchands de canons 12 »
FRANÇOIS DELAISI, La guerre qui vient 4 »
A. GUIGU, Le contrôle ouvrier 4 »
P. MONCLIN, Les dames de la guerre 5 »
FELICIE GHAÏVE, Souvenir sur la colonisation 9 »
BORIS SAUVARINE, STALINE, 12 »
ANDRÉE VIOLIS, Indochine S.O.S. 12 »

BROCHURES

SOUS COUVERTURE FORTE : 0 50

SEBASTIEN FAURE : Propos subversifs (douze conférences)

La Fausse Rédemption.
La Dictature de la Bourgeoisie.
La Pourriture parlementaire.
Leur Patrie.
La Morale Officielle... et l'Autre.
La Femme.
L'Enfant.
Les Femelles nombreuses.
Les Matières haïssables.
Les Forces de la Révolution.
Le Chambardement.
La Véritable Rédemption.
SEBASTIEN FAURE : Douze preuves de l'existence de Dieu.
Réponses aux paroles d'une croyante.
Les Gracettes de la Coopération.
Mon opinion sur la Dictature.
Electeur, écoute !
La question sociale.
Propos d'Educateur.
Les anarchistes. Ce que nous voulons.
KROPOTKINE (Pierre), La Morale anarchiste.
Le Salariat.
Communisme et Anarchie.
La Loi et l'Autorité.
Aux Jeunes Gens.
L'Esprit de Révolte.
L'Idée Révolutionnaire dans la Révolution.
Le Principe anarchiste.
L'action anarchiste dans la Révolution.
Les Gracettes de la Coopération ?
THONARD, Ce que veulent les Anarchistes.
MICHEL BAKOUNINE, Les Endormeurs.
ELISEE RECLUS, A mon frère le Paysan, suivi de Pourquoi nous sommes révolutionnaires.

FRANÇOIS MALATESTA, Entre Paysans.
ELISEE RECLUS, Evolution et Révolution.
G. BERTHELEMY, L'Anarchisme et la Coopération.
P. KROPOTKINE, Le Gouvernement représentatif.
MALATESTA, En période électorale.

XXX, Les anarchistes et le cas de conscience pendant la guerre.
UN GROUPE DE SYNDICALISTES, Centralisme et fédéralisme.

ARTHE BIANCHI, La grève générale et la Révolution.
V. GRUFFUELLES, Le Syndicalisme Révolutionnaire.
ELISEE RECLUS, L'Anarchie et l'Eglise.

JEAN MOST, La Peste Religieuse.
RAOUL ODIN, La Rhétorique du Peuple.
PAUL LAFARGE, Le droit à la paresse.
G. A. LAISANT, L'éducation de demain.

W. TCHERKESOFF, Pages d'histoire socialiste.
MARESTAN, Le mariage, le divorce et l'union libre.
VOLINE, Fascisme rouge.

BROCHURES DIVERSES

MAGDELEINE PAZ, Vue sur l'Amérique (propos Mooney-Billings, etc.) 1 fr.
MAGDELEINE PAZ, Pour Victor Serge 1 fr.
SEBASTIEN FAURE, Nous voulons la paix 1 fr.
UN FLEUVE DE SANG (colonisation en Indochine) 1 fr.
COMME AU TEMPS DES TZARS (L'exil et la prison en Russie Soviétique) 1 fr.

PROPAGANDISTES, LISEZ CECI !

Voici d'excellentes brochures de propagande qui seront laissées au prix exceptionnel de 0,15 à partir de 50 exemplaires, frais de port en sus :

KROPOTKINE, Aux jeunes gens...
KROPOTKINE, Le Salariat.
SEBASTIEN FAURE, Mon opinion sur la dictature.

G. THONARD, Ce que veulent les anarchistes.
UN GROUPE DE SYNDICALISTES, Centralisme et fédéralisme.
PENDANT LA GUERRE, Les anarchistes et le cas de conscience.

L. FABBRI, Qu'est-ce que l'anarchie.
S. FAURE, Les anarchistes, ce qu'ils veulent.

LIVRES D'OCCASION

A prendre dans nos bureaux. En raison du nombre d'exemplaires limité aucune expédition ne sera faite.

SEBASTIEN FAURE ET VOLINE : La véritable révolution sociale 8 »
SEBASTIEN FAURE : Propos subversifs 6 »
LOUISE MICHEL : La Commune (ép.) 15 »
P. J. PROUDHON : Qu'est-ce que la propriété (gr. format) 15 »

LOUIS GUILLOUX : Compagnons 3 »
L. GACHON : Maria 3 »
A. DUMAS : Le désert Gevenol 3 »
GEORGES DARIEN : Les phariséens 4 »
A. STRINDBERG : La danse de mort 4 »
PAUL GAFFAREL : Histoire ancienne des peuples de l'Orient 5 »

Le Gérant : Georges GIRARDIN.

Imp. Centrale de la Bourse
417, Rue Réaumur
PARIS

La Vie de l'U.A.

Nous demandons aux groupes et camarades isolés d'effectuer assez rapidement leur versement annuel de 6 francs pour 1936. Les nécessités de la propagande justifient amplement la nécessité de rentrées régulières.

COMMISSION ADMINISTRATIVE

Réunion dimanche matin à 10 heures
Jeunesse anarchiste communiste. — Le Groupe des Jeunes se réunira mercredi 8 janvier, à 20 heures 30, au local du « Libéraire », 29, rue Piat.

Appel à tous les jeunes.

ETUDIANTS LIBERTAIRES

Le Cercle d'Etudes des « E. L. » organise une série de causeries-conférences (publiques ou privées) pour la saison d'hiver.

Les camarades désirant recevoir les convocations annonçant ces réunions, ou voulant participer à la vie du cercle sont priés de se mettre en rapport avec Perrault, au « Libéraire », 29, rue Piat, Paris (20^e).

Groupe du XIV^e. — Vendredi 3 janvier, à 20 heures 45, réunion générale des amis au 34, rue de Vanves, Prière de se rendre au tabac en face du 34. Distribution du « Focsin » numéro de janvier, es camarades disponibles sont priés d'aller soutenir l'ami Raymond, vendeur du « Libéraire » au métro Porte d'Orléans, vendredi, à 17 heures 30.

Groupe du 19^e. — Réunion jeudi 9 janvier, à 21 heures, salle du Café, 40, rue Riquet (métro Riquet).

Causerie par Frémont sur : La propagande anarchiste.

Que tous les copains du coin soient présents. Groupe du 19^e et 20^e arr. — Le Groupe se réunit tous les vendredis, à 20 h. 30, au local du « Libéraire », 29, rue Piat. Les lecteurs du « Libéraire » et sympathisants sont cordialement invités.

Groupe du 20^e. — Réunion du groupe du 20^e, vendredi 10 janvier, à 20 h. 30, au « Libéraire », 29, rue Piat.

Appel aux sympathisants. Groupe du Croissant. — Pour le groupe, s'adresser à Henriette Royo, au « Libéraire », 29, rue Piat.

Saint-Denis. — Les réunions du groupe ont lieu tous les vendredis à 20 h. 30, Bourse du Travail, 4, rue Suger.

Blanc-Mesnil. — Les camarades sont priés de venir à la prochaine réunion qui aura lieu dimanche matin à 10 heures.

Banlieue-Est. — Groupe de Montreuil. Permanence le 2^e et 4^e jeudi de chaque mois, à 20 h. 30, ainsi que tous les dimanches matin de 10 h. à midi, salle de la Coopé, 11, rue de l'Eglise, Montreuil.

Banlieue-Nord. — Les camarades de Clichy, Gennevilliers, Asnières, Levallois sont priés d'assister à la prochaine réunion qui aura lieu dimanche matin à 10 heures.

Pour tous renseignements écrire ou s'adresser : à Le Bot, 6, rue de l'Arbre-Sec, à Gennevilliers.

Groupe intercommunal de la Banlieue Sud. — Réunion de tous les groupes vendredi 3 janvier 1936, à 20 h. 30, Café Raoul, 15, avenue Raspail, à Arcueil.

P.S. — Présence du secrétaire de la Fédération.

Groupe d'Antony. — Le vendredi 10 janvier, conférence publique ou notre ami Patroni, traitera le sujet suivant : L'Antagonisme de l'individu et de la société.

Groupe Libéraire de Sartrouville. — Tous les dimanches les camarades anarchistes de Sartrouville-Maisons-Lafitte se retrouvent derrière nous amis vendeurs du « Libéraire » et du « Combat syndicaliste ». Au Marché, à partir de 9 h. près de la gare.

Groupe de Montreuil. — Réunion le 2^e et 4^e jeudi de chaque mois. Tous les dimanches matin, de 10 heures à midi, permanence et bibliothèque, salle de la Coopé, 11 rue de l'Eglise.

Lille. — Le Groupe se réunit le 2^e et 4^e samedis du mois, à 20 h., au cabaret Flamant, place d'Amour. Les camarades, lecteurs du « Libéraire », sont invités aux réunions.

Tout ce qui concerne le groupe doit être adressé à Ed. De Mulder, 56 bis, rue de l'Église, Croix, Roubaix et environs. — Nous envisageons la formation d'un groupement régional qui comprendrait toutes les localités du textile : Lys, Leers, Wattrelos, Roubaix, Wasquehal, Tourcoing, Mouvaux, Croix, jusqu'à Halluin.

Les amis qui auraient des suggestions à apporter sont priés d'écrire à Hoché Meraut, 1, rue d'Arcelle, Croix (Nord).

Toulon. — Jeunesse Libre. — Le Groupe se réunit tous les vendredis, à 20 h. 30, au siège, 14, rue Nicolas-Laugier (2^e étage). Causeries éducatives. Permanence tous les dimanches, de 10 à 12 heures, on y trouve notre journal « Le Libéraire » et notre presse. Une bibliothèque est à la disposition de tous les camarades et des sympathisants.

Brest. — Le « Libéraire » est en vente chez Heurteaux, rue de la Mairie ; Colin, rue du Pont, au Xisquois Tourville.

Adresser à Le Lann Auzan, Maison du Peuple, Bois de Boulogne, tout ce qui concerne le journal. Abonnements, souscriptions.

La prochaine réunion du groupe aura lieu le jeudi 2 janvier, à 20 h. 30, M. D. P., Bureau 7. Les lecteurs du « Lib » et sympathisants sont cordialement invités à y assister.

Montpellier. — Réunion du groupe tous les mardis, Bar des Remparts. Le meilleur accueil est réservé aux sympathisants désireux de contribuer à la propagande.

« Le Libéraire » est vendu à la criée tous les dimanches autour du marché. Adresser la correspondance à Loman, 23, rue de la Valère.

Toulon. — Groupe de la Jeunesse Libre. Le groupe se réunit tous les vendredis, au siège, 14, rue Nicolas-Laugier (2^e étage), à 20 h. 30. Causeries diverses. Bibliothèque à la